



BROCHURE JEUNESSE

NPA

**JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

1 €



**CE SYSTÈME NE
NOUS OFFRE PAS D'AVENIR,**

RENVERSONS LE CAPITALISME !

**www.npa2009.org // npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org**

Brochure éditée par les jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
premier tirage avril 2010
IPNS

Sommaire :

I – Qu'est ce que la jeunesse ?

UNE COUCHE SOCIALE OPPRIMÉE
SPÉCIFIQUEMENT

UNE COUCHE SOCIALE EN
FORMATION

LE RÔLE DE L'ÉCOLE ET DE LA
FAMILLE DANS LE CAPITALISME

UNE COUCHE SOCIALE ACTIVE DANS
LA LUTTE DES CLASSES

DES MODES SPÉCIFIQUES DE
POLITISATION

II – La situation de la jeunesse aujourd'hui

LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI N'EST
PLUS LA MÊME QUE CELLE DE
1968...

LA PROLÉTARIISATION DE LA
JEUNESSE

LES NOUVELLES ATTAQUES CONTRE
LES JEUNES ET L'ENSEMBLE DES
TRAVAILLEURS

LA TRANSFORMATION PROFONDE
DU SYSTÈME D'ÉDUCATION ET DE
FORMATION

RÉPRESSION, POLITIQUES
SÉCURITAIRES, ILS VEULENT NOUS
METTRE AU PAS !

III – Un programme d'urgence pour les jeunes

RETRAITES, EMPLOI, SALAIRES

LE DROIT À L'AUTONOMIE POUR
TOU-TE-S LES JEUNES

ÉDUCATION

CONTRE LE RACISME ET LA
RÉPRESSION

CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS
ET POUR LE DROIT DE CHACUN-E À
DISPOSER DE SON CORPS

IV – Une nouvelle génération militante pour renverser le capitalisme

LA JEUNESSE EST À LA POINTE DES
MOBILISATIONS DE CES DERNIÈRES
ANNÉES.

LES CAPITALISTES SONT
ORGANISÉS... FACE À EUX, LUTTONS
ET ORGANISONS NOUS POUR
RENVERSER LE CAPITALISME !

Ce système ne nous offre pas d'avenir, **RENVERSONS LE CAPITALISME !**

Dans l'histoire des luttes sociales et des révolutions, la jeunesse a toujours joué un rôle central. Les jeunes ont été les premier-ère-s à s'organiser à un niveau international contre la Première Guerre mondiale. La moyenne d'âge du parti bolchevik était de 23 ans en 1917. Ce sont des jeunes qui pour l'essentiel ont fondé les partis communistes, révolutionnaires en Europe dans la foulée de la révolution russe. En 1968, en France et partout dans le monde, les étudiant-e-s et plus largement les jeunes ont occupé une place majeure dans la vague de mobilisations sociales en France, au Mexique ou encore dans les pays de l'Est. Plus récemment, que ce soit en France contre le CPE ou lors des révoltes en Grèce, en Iran, au Honduras... les jeunes étaient encore aux avant postes. Mais qu'est ce donc que la jeunesse, quelle est sa situation aujourd'hui ? Qu'est ce qui explique la place particulière qu'occupe la jeunesse dans la lutte des classes et qui fait d'elle un secteur central dans la lutte contre le capitalisme ?

I – Qu'est ce que la jeunesse ?

La définition de la jeunesse, de ses contours, n'est pas une question biologique ou naturelle mais une question liée au stade de développement du capitalisme, à l'évolution de ses besoins en termes de main d'œuvre, aux constructions sociales qui découlent de tout cela. La jeunesse n'a pas toujours existé : au Moyen-âge, on passait directement de l'enfance à l'âge adulte. Dans tous les pays capitalistes, la jeunesse s'est constituée et développée comme une couche sociale spécifique, un âge intermédiaire entre l'enfance et l'entrée dans la stabilité de la vie professionnelle et familiale. Au cours des vingt ou trente dernières années, cette période s'est allongée. La durée de la jeunesse est variable et fixée par des conditions spécifiques, stade du développement économique, nécessités du marché du travail, qui s'expriment dans la durée de la scolarité et par l'âge d'entrée dans la production.

La Jeunesse n'est donc pas une classe sociale. C'est une couche sociale qui n'a pas toujours existé dans les couches populaires. Au fil de son développement,

le capitalisme a eu besoin de former une main d'œuvre plus qualifiée. A partir de là, une couche sociale spécifique s'est progressivement formée : la jeunesse. De l'absence de place définie dans les rapports de production découlent une série de spécificités de la jeunesse.

UNE COUCHE SOCIALE OPPRIMÉE

La jeunesse est une couche sociale opprimée spécifiquement, c'est-à-dire d'une manière particulière, qui n'est pas la même que celle que subissent les travailleurs ou les femmes, par exemple... Elle subit une oppression qui se décline dans l'ensemble des sphères de la société : dans la rue, dans la famille, au travail et dans la société en général. La jeunesse n'a pas de statut social. Jusqu'à 25 ans, les jeunes n'ont droit à aucune aide et ne bénéficient d'aucune ressource propre. La jeunesse est victime de discriminations salariales. Au travail, les jeunes sont moins bien payé-e-s que les autres travailleur-euse-s : par exemple, en France, un/une apprenti-e de 16 ans touche seulement 25% du Smic. La jeunesse est plus touchée par le chômage et la précarité et cela est d'autant plus vrai pour la jeunesse qui est sortie tôt du système scolaire. Ces jeunes que le système a concentré dans les banlieues

des grandes villes sont touché-e-s plus largement par le chômage et le manque d'emploi : certaines zones « *d'éducation prioritaire* » connaissent des taux de chômages supérieurs à 50% !

La jeunesse est en première ligne en cas de plan social car moins on a d'ancienneté, plus l'indemnité de licenciement est faible. Les intérimaires qui sont principalement des jeunes sont les tout premier-e-s « *remercié-e-s* ». On estime à 100 000 le nombre d'étudiant-e-s vivant en dessous du seuil de pauvreté et à 30 000 le nombre d'étudiant-e-s obligé-e-s de se prostituer pour financer leurs études (Enquête de l'Observatoire de la vie étudiante – 2000). La jeunesse subit de plein fouet l'oppression du cadre familial patriarcal. En effet, les jeunes ne sont pas autonomes, pas libres de leurs choix que ce soit en termes d'études, de sexualité ou de travail, de lieu de vie... La jeunesse subit la répression plus que les autres âges (contrôles au faciès ; gazage, matraquage etc... bien plus fréquents dans les manifs de jeunes). Cette oppression, dans ces différents cadres, a pour objectif fondamental d'encadrer la jeunesse, de compenser l'absence de cadre par les rapports de hiérarchie dans l'entreprise, afin de tenter de formater idéologiquement les jeunes et de les faire entrer dans le moule des rapports capitalistes. Cet encadrement a pris des formes différentes selon les époques, de l'encadrement par l'Eglise, aux scouts ou organisations dépendantes de partis politiques ou de l'Etat (notamment dans l'Allemagne nazie) à l'école ou l'apprentissage. Pour nous, toutes les manifestations de révolte vis-à-vis de l'autorité de l'Etat et de l'ordre social sont révélatrices du besoin de s'émanciper des cadres de cette société.

UNE COUCHE SOCIALE EN FORMATION

La jeunesse qu'elle soit travailleuse ou scolarisée est caractérisée par le fait d'être en formation. Lors de cette période de formation, elle acquiert une qualification, un ensemble de connaissances et de savoir-faire qui lui permet de travailler de manière efficace dans le système capitaliste. C'est la nécessité de former la main d'œuvre qui donne naissance à la jeunesse sous le capitalisme. Durant cette période d'apprentissage, les jeunes sont en évolution rapide. Les ruptures avec le chemin qui est tracé sont possibles. La jeunesse a moins de préjugés. C'est pour cela qu'il est important pour la classe dirigeante d'encadrer la jeunesse à travers une série d'institutions. L'école tout d'abord, mais aussi la famille.

Les jeunes ont encore toute leur vie à construire. Ils/elles sont moins formaté-e-s par la société capitaliste pour y avoir moins vécu que le reste des travailleur-euse-s. La jeunesse est justement la période pendant laquelle le capitalisme cherche, par tous les outils à sa disposition, à formater les jeunes, à leur faire intégrer l'idéologie dominante et à en faire de futur-e-s travailleur-euse-s corvéables et dociles.

Parce qu'ils/elles ont encore tout à apprendre, les jeunes voient leurs points de vue et leurs convictions souvent dénigrés par les moins jeunes : « *tu verras quand tu auras mon âge* », « *moi aussi quand j'avais ton âge, je croyais que la révolution c'était possible* », « *moi ça fait 20 ans que je fais ce métier, je sais mieux que toi* », « *moi ça fait 20 ans que je milite...* ».

La peur de la jeunesse, sa stigmatisation est un axe central du discours de la classe dirigeante et tous les termes ont été employés selon les moments pour alimenter la peur de la jeunesse : des « *apaches* » aux « *racailles* » en passant par les « *blousons noirs* », la jeunesse et en particulier l'adolescence a toujours été considérée comme un âge problématique, un passage difficile vers la position d'adulte. Lors du mouvement contre le CPE, la présidente du Médef, Laurence Parisot avait même qualifié la jeunesse d'être « *un état de passage, une maladie dont on guérit* ».

Au travail, la jeunesse se voit appliquer des règles spécifiques notamment en matière de rémunération au motif que les jeunes travailleur-euse-s doivent encore faire leurs preuves. En bref, ils/elles sont encore de « *petit-e-s travailleur-euse-s* » qui doivent encore apprendre pour pouvoir avoir les mêmes droits que les « *grand-e-s* ». Cette logique permet aux capitalistes à la fois de bénéficier d'une main d'œuvre plus précaire et corvéable mais aussi de tirer vers le bas les salaires et les conditions de travail de l'ensemble des salarié-e-s notamment par le biais d'un chantage permanent vis à vis des autres salarié-e-s : « *si tu refuses ceci ou cela, il y aura toujours des jeunes pour faire ton boulot à moins cher* »...

A QUOI SERT L'ÉCOLE ?

Dans le système capitaliste, l'école, l'éducation en général est une éducation de classe. Divers mouvements pédagogiques et mobilisations de la jeunesse ont permis des réflexions, pratiques et

rapports moins caricaturaux qu'au début du 20ème siècle mais, fondamentalement, les méthodes hiérarchisées et les programmes éducatifs visent à asservir les futur-e-s travailleur-euse-s en délivrant une culture et une éducation qui reposent sur la dissimulation des réalités économiques, politiques, historiques et sociales, sur la dissimulation de l'exploitation et de l'oppression. On entend rarement parler du nombre de morts dûes aux conditions de travail chaque année (2 millions de morts en 2003 d'après l'Organisation Mondiale de la Santé) ; on évoque rarement la responsabilité de la France dans le génocide au Rwanda... Dans le cadre du capitalisme, les travailleur-euse-s ne disposent pas d'une éducation correspondant à leurs aspirations.

L'école capitaliste est une école de classe. Elle oriente en fonction de l'origine sociale et du genre, elle reproduit littéralement les classes sociales. Le savoir dispensé dans l'école bourgeoise est coupé de la pratique. Il y a d'un côté la vie et de l'autre l'école, coincée entre quatre murs, calquée sur le modèle de l'entreprise, où l'élève exécute et le maître décide. La forme théorique du savoir scolaire avantage les fils et filles issu-e-s des classes favorisées, qui bénéficient d'une familiarité avec le cadre académique grâce à leur milieu familial et social. Le savoir plus lié au concret, à la pratique est dévalorisé dans le cadre scolaire. Un/une élève de classe préparatoire qui réussit à faire une dissertation sur un sujet ultra-complexe mais est incapable de réparer un vélo est-il/elle forcément plus intelligent-e et plus utile à la société qu'un/une élève de BEP mécanique ? Contrairement à l'idéologie dominante, nous ne mettons pas l'un/une au-dessus de l'autre : nous cherchons à faire en sorte que les deux luttent ensemble aux côtés des travailleur-euse-s en apportant chacun ce qu'il/elle sait faire de mieux. La division entre savoir théorique et pratique, entre enseignement professionnel et général est une des sources de la division entre classes sociales.



L'école est un des rouages de l'État. Pour nous, l'Etat est un instrument de domination de la classe dirigeante : l'armée, la justice, la police sont au cœur de l'Etat, ce sont ses instruments qui servent à défendre l'ordre établi, la propriété privée, c'est-à-dire les privilèges économiques et sociaux d'une minorité. L'Ecole diffuse une idéologie qui justifie l'ordre établi.

La structure de l'école en fait aussi un outil de pouvoir de la classe dirigeante. Dans son fonctionnement quotidien, l'école atomise les élèves, divise pour contrôler : l'appel, la disposition des tables, les punitions, la discipline, tout est fait pour empêcher que les jeunes se regroupent, s'organisent par eux-mêmes. L'école est une arme pour former des futurs « citoyens », des futurs individus isolés les uns des autres, sans solidarité de classe. Au moment des élections, on nous parle de démocratie, d'égalité, mais au final ce sont toujours les mêmes, la bourgeoisie, qui contrôlent le pouvoir. A l'Ecole, c'est le même principe : l'école est censée être démocratique, égalitaire... En réalité, ce sont au final les fils et filles de privilégié-e-s qui réussissent 9 fois sur 10, et l'école donne une légitimation, en donnant une impression de compétition sur un pied d'égalité.

Nous devons lutter pour une éducation de qualité accessible à tou-te-s, critique et populaire. Mais nous ne devons pas donner l'illusion que l'école ou l'éducation dans le cadre du capitalisme puisse transformer la société. Pour nous, l'Ecole capitaliste ne fait pas partie de la solution mais elle fait partie du problème. Ce n'est pas grâce à elle qu'on transformera la société, c'est en transformant la société qu'on transformera l'éducation.

FAMILLE : JE T'AIME, MOI NON PLUS

Pour beaucoup de gens, la famille est souvent un refuge, un lieu de soutien et de solidarité face à l'adversité. C'est une réalité. Cependant, la famille, c'est aussi un cadre d'oppression et de violence. Violences à l'encontre des femmes : la majorité des viols ont lieu dans le cadre de la famille. La famille, c'est aussi trop souvent une prison, un cadre où les jeunes ne peuvent pas faire leurs propres choix en termes de formation, de métier ou de sexualité.

Avant le développement du capitalisme, la famille était à la fois sphère de production (des richesses)

et de reproduction (des enfants). Avec le système capitaliste, la production est séparée de la famille. La famille n'est plus l'unité de production. La famille, la procréation des enfants doivent assurer la transmission de l'héritage, la reproduction de la division de la société en classes sociales. La famille a un fort lien avec le principe de la propriété privée. Dans la société capitaliste, l'enfant appartient à ses géniteurs. De là découlent le principe de la dépendance des enfants, leur sujétion économique et leur reconnaissance affective. Les enfants appartiennent aux parents. L'enfant est leur propriété. Pour l'avoir nourri et entretenu dans son jeune âge, les enfants ont une « dette » envers leurs parents.

Chacun-e dans sa famille, cela signifie que chacun-e s'occupe ainsi de ses propres affaires avant de se préoccuper de celles de la communauté : la famille reproduit également à sa manière l'individualisme.

La famille est également le premier cadre d'apprentissage de l'autorité. Le respect du pouvoir du père sur la femme et sur les enfants fournit le modèle pour l'acceptation de l'exploitation capitaliste et de l'autorité des patrons dans le cadre du travail salarié.

Ce n'est pas un hasard si la droite et l'extrême-droite glorifient la famille. Pour nous, la famille n'est pas un rempart contre la crise. Il faut donner aux jeunes les moyens de leur émancipation. Les relations entre individus, entre hommes et femmes, entre parents et enfants, etc... ne doivent pas être fondées sur la contrainte économique. Pour les jeunes, l'essentiel est de donner les moyens de notre autonomie, que nous ne soyons pas forcé-e-s de rester enchaîné-e-s à notre famille. Cela suppose d'avoir la possibilité d'avoir un logement autonome, et d'avoir les moyens financiers de faire ses propres choix en matière de formation. Sans les difficultés de logement, d'organisation de la vie quotidienne, les velléités de départ se concrétiseraient plus souvent...



UNE COUCHE SOCIALE ACTIVE DANS LA LUTTE DES CLASSES

La jeunesse est une couche sociale active dans la lutte des classes. De par l'absence de place définie dans l'appareil de production, soit en dehors pour la jeunesse scolarisée, soit en dedans depuis peu de temps, la jeunesse est moins aliénée par le travail. Elle a plus de temps pour réfléchir, se divertir, lire, se former, comprendre le système dans lequel nous vivons. Elle a subi moins longtemps le matraquage de l'idéologie dominante, elle a donc plus de facilité à la remettre en cause. Elle a plus de temps et moins de contraintes pour agir (pas d'enfant, pas de crédit...). Concernant la jeunesse scolarisée, il est bien plus simple de se mettre en grève lorsque la conséquence est de manquer des cours que lorsque cette conséquence est la perte du salaire. Cependant, même dans le monde du travail, lors des grèves, y compris dans les récentes luttes salariales ou contre les licenciements la jeunesse a joué un rôle moteur.

La jeunesse est plus encline à se mobiliser car les défaites du passé pèsent moins sur sa conscience que sur celle des plus âgés. La jeunesse est moins contrôlée par les bureaucraties syndicales et les partis politiques traditionnels. Elle dispose d'une moins grande capacité de résistance quotidienne et d'une moins grande capacité à lutter sur la durée que les travailleur-euse-s. Mais le frein que représentent les bureaucraties syndicales et directions réformistes dans les luttes a une influence moins importante sur les jeunes que sur le reste des salarié-e-s. La jeunesse a encore moins à perdre que le reste du prolétariat. Les jeunes sont ceux qui ont le moins à perdre à un changement de société. La jeunesse ne possède rien en propre, ni de maison, ni d'autres biens qu'elle risquerait de perdre en se mobilisant pour un changement de société. De même elle subit moins de contraintes matérielles telles que les crédits... La jeunesse a encore toute sa vie à construire et a tout intérêt à le faire dans une société qui ne soit pas pourrie jusqu'à la moelle. La jeunesse aspire à avoir un avenir meilleur que ne peut pas lui offrir le capitalisme. La jeunesse présente ainsi une plus grande disponibilité pour se mobiliser. La jeunesse joue donc un rôle d'avant-garde tactique pouvant entraîner par ses mobilisations l'ensemble des travailleur-euse-s dans la lutte. On peut citer de nombreux exemples historiques de cette capacité d'entraînement de la classe ouvrière dans la lutte : Mai 1968 mais aussi plus récemment le mouvement

contre le CPE. En effet, pendant Mai 68, c'est la mobilisation des jeunes contre la société qui a donné confiance aux salarié-e-s pour déclencher une grève générale de plusieurs semaines aboutissant sur une paralysie du pays.

La jeunesse joue donc un rôle important dans la lutte des classes, pour entraîner la classe ouvrière. Elle ne joue pas ce rôle par la place qu'elle occupe dans l'appareil de production, puisque cette place n'est pas définie, mais par sa capacité à se mettre en mouvement et à entraîner avec elle l'ensemble de la classe ouvrière, qui elle a la capacité de bloquer l'appareil de production et de renverser le système. En effet, pour les salarié-e-s qui ont subi les défaites du passé, voir une nouvelle génération militante émerger redonne confiance. Par ailleurs, bien souvent le malaise de la jeunesse révèle un ras le bol plus général, d'où la capacité de la jeunesse à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière dans la lutte.

La jeunesse n'étant pas une classe sociale, la division de la société en classes la traverse. L'absence de place définie dans le processus de production entraîne une instabilité de la jeunesse, une multiplicité des appartenances, un caractère composite. La jeunesse est une couche particulièrement mobile. Un/une jeune peut fort bien, au cours du même trimestre, être successivement chômeur-euse, stagiaire, inactif-ive, intérimaire, militaire. Comme la jeunesse est composite d'un point de vue social, et en devenir (un/une fils/fille de paysan-ne peut devenir ingénieur-e ou ouvrier-ère...), elle a tendance à refléter les évolutions d'ensemble de la société. La jeunesse est la plaque sensible de la société, c'est souvent par elle que débute le changement. Elle peut donc entraîner le reste de la société et surtout celles/ceux qui produisent les richesses, c'est-à-dire les travailleur-euse-s.

DES MODES SPÉCIFIQUES DE POLITISATION

La jeunesse connaît des modes spécifiques de politisation. La jeunesse, dans son ensemble et dans sa diversité, est plus sensible à certaines questions que le reste la classe ouvrière : c'est le cas par exemple pour la question de la guerre et des solidarités internationales mais aussi sur la question du racisme ou encore des questions liées à la sexualité. La jeunesse est plus sensible aux idées révolutionnaires, aux idées de changement

de société, ses mots d'ordre sont souvent plus radicaux car elle a moins subi l'idéologie dominante, l'exploitation et l'aliénation que le reste de la classe ouvrière. La jeunesse scolarisée connaît également des rythmes spécifiques de mobilisation car sa vie est rythmée par le calendrier scolaire. Mais la jeunesse, y compris sortie de la scolarité, subit moins de contraintes que l'ensemble des salarié-e-s, elle est donc disponible pour se mobiliser beaucoup plus fréquemment. De plus, les préoccupations de la jeunesse sont parfois différentes de celles du reste de la classe ouvrière du fait de la place spécifique qu'occupe la jeunesse dans la société. Par exemple, la question des élections occupe une place moins centrale aux yeux d'un/une jeune qui n'a pas le droit de vote qu'aux yeux d'un/une salarié-e moins jeune pour qui les élections peuvent présenter une grande importance. En matière de normes, les jeunes sont plus permissif-ive-s que les plus âgé-e-s. Ils/elles condamnent moins souvent que les adultes une série de comportements relatifs à la sexualité (homosexualité, avortement...) ou de comportements « *déviant*s » (ne pas payer ses impôts, ne pas payer son billet de train, toucher des indemnités indues, prendre de la drogue...).

La jeunesse se révolte beaucoup plus parce qu'elle refuse le rôle que veut lui donner la classe dirigeante : elle refuse d'être une génération sacrifiée sur l'autel du profit. C'est notamment vrai pour la jeunesse issue de l'immigration postcoloniale à qui le gouvernement veut imposer le rôle de bouc émissaire. Mais les jeunes enfants d'immigré-e-s de la deuxième ou de la troisième génération n'admettent pas d'occuper les mêmes emplois et d'avoir les mêmes conditions de vie que leurs aîné-e-s et refusent encore plus que les autres le racisme dont ils sont victimes. C'est pourquoi les jeunes se sont révolté-e-s à plusieurs reprises ces dernières années de la révolte des quartiers aux mouvements lycéens contre la suppression du BEP en passant par des mobilisations contre l'expulsion des lycéen-ne-s sans-papier-ère-s.

La construction d'une organisation pour la transformation révolutionnaire de la société est impossible si la jeunesse étudiante et ouvrière, les nouvelles générations, n'en sont pas parties prenantes car ces générations sont l'avenir du combat anticapitaliste et révolutionnaire. En même temps, la jeunesse a ses intérêts propres, sa manière d'appréhender la lutte de classes, elle a besoin d'indépendance et de se déterminer elle-même,

c'est-à-dire qu'elle a besoin d'une structuration particulière qui permette de répondre au mieux aux spécificités de la jeunesse. De par la place qu'elle occupe dans la société et l'oppression qu'elle subit, la jeunesse joue un rôle spécifique dans la lutte des classes. Elle a des modes de mobilisation différents, elle est prompte à se révolter contre le système et vient à la politique par des biais différents du reste de la société. Pour capter ce rôle particulier, avec ces rythmes et cette politisation différente, il est nécessaire que le parti permette aux jeunes d'intervenir de manière autonome et de faire leurs propres expériences.

II – La situation de la jeunesse aujourd'hui

LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI N'EST PLUS LA MÊME QUE CELLE DE 1968...

La situation actuelle du système capitaliste n'est pas la même aujourd'hui que dans les années 1960. A l'époque, le système d'éducation et de formation visait à former les élites. Pendant toute une partie de l'histoire de l'humanité, dans les premiers temps du développement du capitalisme, seules les populations issues de la bourgeoisie pouvaient « se payer le luxe d'être jeunes ». Hier réservé aux enfants de l'aristocratie et de la bourgeoisie, le fait de pouvoir disposer, entre la fin de l'enfance et l'exercice à plein temps d'une profession, d'une période de transition, s'est aujourd'hui étendu à tous les milieux. Parallèlement on assiste à des évolutions importantes : prolétarianisation de la jeunesse, accentuation des différenciations sociales, des contradictions de classes... De plus en plus, pour les capitalistes, la jeunesse fait à la fois office d'armée de réserve et de variable d'ajustement.

La jeunesse, travailleuse ou scolarisée, est au cœur des attaques actuelles des capitalistes dans leur volonté de reconfigurer l'ensemble du système. On assiste depuis plusieurs années à une offensive majeure contre les diplômés et l'éducation afin d'adapter la future main d'œuvre aux besoins des capitalistes. C'est une véritable prolétarianisation de la jeunesse travailleuse mais aussi de la future main d'œuvre qui est en marche.

En plus de cela, la classe dirigeante divise la jeunesse. Le gouvernement veut nous faire croire qu'il y aurait deux jeunesses : une jeunesse qui mériterait de s'en

sortir et à qui on promet un avenir stable et une jeunesse dangereuse qui casse tout, vole tout. C'est pourquoi la classe dirigeante stigmatise encore plus la jeunesse des quartiers populaires en la réprimant, en l'encadrant militairement. En réalité, il y a une infime minorité de jeunes dont l'avenir est tout tracé (comme Jean Sarkozy par exemple) et une immense majorité de jeunes destinée à venir grossir les rangs de la classe ouvrière. La surexploitation/oppression dont fait l'objet la jeunesse la plus opprimée en fait une bombe à retardement : l'insurrection des quartiers populaires de 2005 l'a prouvé. Les divisions qui traversent la jeunesse peuvent être surmontées en construisant l'unité de l'ensemble de la jeunesse aux côtés des travailleur-euse-s dans la lutte face aux attaques des capitalistes.



LA PROLÉTARIANISATION DE LA JEUNESSE

En France, mais également en Europe, l'exploitation capitaliste frappe encore plus durement les immigré-e-s, les femmes et les jeunes. Depuis plus de vingt ans, les capitalistes procèdent à une restructuration profonde du monde du travail et ce de manière encore plus violente dans le contexte de crise actuelle du système capitaliste. En dix ans, le nombre de CDD a connu une augmentation de 60 %, et celui des emplois en intérim une croissance de 160 %, alors que le nombre de CDI n'augmentait que

de 2 %. Aujourd'hui, en France, près d'un/une jeune de 18 ans sur cinq est sorti-e du système scolaire et se retrouve sur le marché du travail. A ces jeunes, s'ajoutent 51 % d'étudiant-e-s qui travaillent tout au long de l'année pour financer leurs études. En Seine-Saint-Denis, un/une lycéen-ne sur cinq travaille le mercredi après-midi. En janvier 2000, un rapport de l'Observatoire de la vie étudiante avançait le chiffre de 100 000 étudiant-e-s vivant en dessous du seuil de pauvreté. Lorsque l'on est jeune et pauvre et que l'on a moins de 25 ans, on n'a pas le droit de toucher le revenu minimum d'insertion (RMI) – à moins d'être marié-e et d'avoir des enfants. En dessous de cet âge, on n'existe pas. On est obligé de rester dans la dépendance financière des parents (pour les plus chanceux-euses) et/ou d'accepter des boulots sous-payés, dans des conditions inacceptables. Loin d'être un progrès, l'extension du RSA aux jeunes salarié-e-s de moins de 25 ans, auparavant privé-e-s de toute forme d'assurance chômage, constitue une extension de la précarité et une mise en concurrence accrue des salarié-e-s en CDI et en contrats précaires. La logique du RSA est de créer un sous-salariat surexploité. Cela passe par une nouvelle instrumentalisation de la jeunesse, variable d'ajustement pour maintenir à tout prix les taux de profits et briser les acquis collectifs des salarié-e-s.

Aujourd'hui, après une vingtaine d'années de réaction libérale ou « *social-libérale* », nous avons près de 3 millions de chômeur-euse-s, près de 6 millions d'exclue-s ou précaires, un nombre croissant d'étudiant-e-s mangent aux restaurants du cœur, il y a des salarié-e-s sans domicile fixe, et plus d'un million d'enfants au-dessous du seuil de pauvreté. Autrement dit, l'avenir est devenu encore plus sombre et inquiétant (80% de la population pense désormais que les enfants connaîtront des conditions de vie pires et non plus meilleures que leurs parents, et 5% seulement des jeunes se disent confiant-e-s dans l'avenir - contre 20% en Allemagne et 30% aux États-Unis).

En France, les premières actions massives prétendument en faveur de « *l'insertion sociale et professionnelle* » des jeunes ont débuté avec le Gouvernement Barre dès 1977 avec le premier « *Pacte pour l'emploi des jeunes* ». Elles prennent une dimension nouvelle après 1981 avec la mise en oeuvre du Rapport Schwartz. Dans les années 1980 a commencé la longue marche des jeunes pour l'emploi avec la multiplication de « *contrats aidés* », dispositifs, « *emplois jeunes* », stages. Ils/

elles sont peu à peu sorti-e-s de plus en plus tard du cocon familial, redevenu une forme élémentaire de solidarité et de protection. C'est ce que les sociologues appellent « *l'allongement de la jeunesse* » et qui est en réalité une dépendance prolongée. Alors que 75% des jeunes embauché-e-s dans l'année suivant la fin de leur formation obtenaient encore un contrat de travail à durée indéterminée en 1984, ils/elles ne sont plus aujourd'hui que 50%. L'écart de rémunération entre les quinquagénaires et les trentenaires atteint désormais 40% et le taux d'épargne des moins de trente ans a chuté de moitié entre 1995 et 2001, alors que celui des quadragénaires et des quinquagénaires augmentait.

Le taux de chômage des jeunes actifs de moins de 25 ans – diplômé-e-s ou sans qualifications – est le plus élevé de toutes les catégories d'âge, et il touche particulièrement les jeunes femmes. En effet, près de 25 % des jeunes de moins de 25 ans sont sans travail, alors que le chômage moyen de l'ensemble de la population tourne aux alentours de 10 % (officiellement). La durée moyenne des périodes d'emploi est très courte et l'alternance chômage/emploi monnaie courante. Comme il faut désormais six mois minimum de travail à temps plein sur les douze derniers mois pour avoir le droit à une indemnisation, la plupart des jeunes chômeur-euse-s ne sont pas ou très peu indemnisé-e-s. De plus, nombre d'entre eux/elles ne s'inscrivent pas aux Assedics, sachant qu'ils/elles n'ont droit à rien et ne sont donc pas comptabilisé-e-s comme chômeur-euse-s.

Le type de contrat le plus fréquent pour les jeunes salarié-e-s est le CDD, notamment par le biais des missions d'intérim, qui permettent au patronat de se procurer une main-d'œuvre docile et corvéable. La plupart des jeunes salarié-e-s sont également à temps partiel imposé touchant donc des salaires de misère et rendant ainsi leur autonomie de plus en plus difficile. Un phénomène bien connu aux États-Unis et au Royaume-Uni se développe de plus en plus en France : les « *workings poors* », autrement dit les travailleurs pauvres qui, bien que travaillant, vivent fréquemment en dessous du seuil de pauvreté et sont majoritairement des jeunes.

Face à cette situation déjà catastrophique pour toute une génération du salariat, les capitalistes et les gouvernements successifs amplifient et généralisent la précarité de l'ensemble du monde du travail. Ils/elles visent avant tout les jeunes, qui leur servent de cobayes, avant la généralisation de ces « *mesures* » à l'ensemble de la classe ouvrière.

LES NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES JEUNES ET L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS

Les gouvernements successifs de droite comme de gauche n'ont cessé de multiplier les nouveaux contrats (contrat d'avenir, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, etc.) tous aussi précaires les uns que les autres. Véritables cadeaux au Medef, ces multiples contrats spécifiques permettent surtout de faire bénéficier les patrons d'une main-d'œuvre à très bas prix, mettant en concurrence les générations. Ils servent également à abaisser le niveau des salaires et, certainement pas, à créer des emplois stables. La réforme de l'apprentissage et les réformes de l'Éducation en général poursuivent exactement les mêmes objectifs.

A travers le plan de cohésion sociale de Borloo, mais également la loi sur l'éducation de Fillon, l'apprentissage devient un simple contrat d'insertion pour les jeunes en difficulté. Une école à deux vitesses est créée : l'une forme l'élite et l'autre la main-d'œuvre à bas prix, répondant aux besoins du marché du travail. L'ensemble des réformes de l'Éducation vont dans le même sens. Cette transformation de l'apprentissage est encore un moyen d'accorder des avantages aux patrons avec de nouvelles exonérations, crédits d'impôts et autres. Elle annonce, à terme, la disparition des lycées professionnels au profit de formations au rabais. Les apprenti-e-s comblent souvent le poste d'un/une salarié-e qualifié-e, en dépit des obligations de formation. L'apprentissage sous sa forme actuelle ne sert qu'à une chose : exploiter les jeunes pour réaliser encore plus de profits. Depuis 2005, travailler le dimanche et les jours fériés est désormais autorisé pour les apprenti-e-s de moins de 18 ans.

Toutes ces « mesures » n'ont qu'un seul but : précariser, flexibiliser toute une génération du salariat, en mettant en concurrence tou-te-s les salarié-e-s et en tirant vers le bas l'ensemble des salaires. Malgré cela, on assiste à la montée d'une nouvelle combativité chez les jeunes salarié-e-s précaires de divers secteurs, aux statuts et conditions de travail très différents, de la restauration rapide et du commerce au nettoyage et aux centres d'appels.

LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME D'ÉDUCATION ET DE FORMATION

L'origine sociale, essentiellement, désigne les élu-e-s du secondaire et du supérieur. Malgré la massification de l'enseignement supérieur, c'est encore très largement vrai aujourd'hui. Instrument de la soumission sociale, l'école comme institution accomplit la tâche fixée par la société capitaliste : elle imprime à la jeunesse les valeurs d'ordre, d'acceptation ; c'est elle qui les oriente professionnellement. L'école joue le rôle de la caserne : on y apprend à obéir à accepter. Les relations sociales entre professeurs et élèves sont marquées par un modèle autoritaire. L'école est le vecteur d'une « culture de la soumission ». Une majorité de jeunes demeurent réservé-e-s ou hostiles à l'égard des professeurs et encore plus à l'égard de l'institution scolaire en général. L'école vise également à orienter professionnellement les jeunes selon leur origine sociale et selon les besoins des capitalistes.

Même si l'inégalité de l'accès à l'éducation et à la culture subsiste, la mixité sociale du monde étudiant s'est développée. Les jeunes faisant des études ne sont plus une élite assurée d'accéder à des emplois garantis, prestigieux et bien payés, mais pour beaucoup « des précaires en formation ». La grande majorité des jeunes dits des banlieues sont aussi des collégien-ne-s, lycéen-ne-s et des étudiant-e-s comme les autres. L'opposition entre facs, jeunes scolarisé-e-s et jeunes de banlieues (ou entre vrais étudiant-e-s et casseurs) est une construction du pouvoir et des médias.

Les luttes ouvrières de la fin du 19^{ème} siècle, la nécessité pour le capitalisme industriel de disposer d'une main d'œuvre à la formation technique minimum imposent l'instruction obligatoire jusqu'à quatorze ans puis jusqu'à 16 ans (Ordonnance du 6 janvier 1959). Obligatoire jusqu'à 16 ans (ce qui dans une société capitaliste constitue un acquis fondamental de la classe ouvrière) l'institution scolaire est fréquentée par la totalité des jeunes durant de nombreuses années. Il y a actuellement en France près de 15 millions de jeunes scolarisé-e-s dont 2 millions d'étudiant-e-s. C'est une situation inédite pour le système capitaliste.

Depuis plusieurs dizaines d'années, les gouvernements successifs de gauche comme de droite s'attachent à transformer en profondeur l'éducation afin d'en faire une immense fabrique

de précaires en l'adaptant aux besoins actuels du système capitaliste. Ce qu'exigent le système capitaliste et son mode de production, c'est la déqualification massive de l'immense majorité des travailleur-euse-s.

Qu'entendons-nous par déqualification ? Si l'éducation est contradictoire et laisse un espace - restreint il est vrai - à la subversion par l'acquisition d'outils scientifiques et culturels, la classe dominante essaie évidemment de peser dans le sens inverse : la formation de travailleur-euse-s dociles et corvéables à souhait pour une surexploitation maximum. Les attaques de la classe dirigeante tendent donc à effacer l'une des fonctions essentielles de l'enseignement : la formation d'un esprit critique et d'une vision globale du monde, au seul profit de la mission d'insertion professionnelle. Ainsi, les réformes successives comme le LMD, le Plan Réussite en Licence, les Réforme « Fillon » puis « Darcos/Chatel » des lycées ou encore la suppression du BEP conduisent à une diminution du contenu disciplinaire des diplômes.

Le discours dominant prétend que l'université n'est pas adaptée aux exigences du monde du travail et qu'elle est responsable du chômage. Pourtant, plus un/une jeune fait de longues études, plus il/elle est qualifié-e, moins il/elle a de chances d'être touché-e par le chômage. (17% de chômage pour les diplômé-e-s du supérieur, 22% avec un CAP ou un BEP, 42% pour les non-diplômé-e-s, source INSEE Enquête emploi 2003). Sous couvert d'élever le niveau de qualification de l'ensemble des jeunes, la classe dirigeante élève en réalité le niveau standard de diplôme requis pour s'en sortir dans le monde du travail et adapte les formations aux besoins du patronat.

Le patronat et le gouvernement veulent moins de connaissances, de « *savoirs académiques* » et plus de savoir-faire fragmentaires, uniquement utiles pour un travail précis dans une entreprise précise, comme les milliers de licences professionnelles qui

existent désormais : « *dentures et engrenages* » Renault, « *Chargé de clientèle* » Crédit Mutuel... En plus d'être très souvent sélectives, de ne pas offrir d'accès de plein droit au master, ces licences comprennent souvent des stages de 4, 5 ou 6 mois non payés ou très mal payés. Le développement de l'alternance au sein même des universités revient à augmenter de manière massive l'exploitation des jeunes pendant le déroulement même de leur cursus, en lieu et place de l'acquisition de savoirs.

Cette déqualification s'accompagne d'une individualisation des diplômes. En effet, si depuis des années les diplômes sont différents d'une université à l'autre, il existait tout de même, avant 2003, un cadrage national. En 2003, la réforme LMD a mis fin

au cadre national des diplômes : chaque université doit définir indépendamment des autres le contenu et les modalités de contrôle de connaissances de ses diplômes. Les universités et les filières sont mises en concurrence les unes avec les autres : toutes s'efforcent de s'attribuer les formations de prestige dont le nombre sur

le territoire est limité. La mise en concurrence des étudiant-e-s se renforce également. La création de pôles d'excellence (les PRES), la LRU en 2007, l'Opération campus poursuivent parfaitement cette logique en soumettant toujours plus l'enseignement aux logiques de compétitivité et de rentabilité et aux intérêts du patronat. Face aux PRES, c'est l'existence même des petites universités qui est remise en cause.

Le risque de cette individualisation est de n'avoir plus des diplômes mais des conglomerats de compétences. Chaque individu se retrouve alors seul-e face à l'employeur sans même la protection des conventions collectives : l'obtention d'un diplôme n'impliquera aucune contrainte pour l'employeur en matière de rémunération...

C'est également leur objectif pour le Bac avec la Réforme des lycées de Luc Chatel. Le but est de créer des diplômes du Bac différents d'un lycée à l'autre : chaque lycée fait selon ses moyens. Cela

ETRE JEUNE AUJOURD'HUI :



**C'EST NOTRE AVENIR
QUI EST EN CRISE !**

**RENVERSONS
LE CAPITALISME !**



entraîne un creusement des inégalités entre les lycées et entre les lycéen-ne-s : un/e lycéen-ne de Joliot-Curie à Nanterre aura un bac différent de celui d'un/e lycéen-e de Pasteur à Neuilly et les deux n'auront pas les mêmes conditions d'embauche et de salaires.

La valeur d'un diplôme n'est pas uniquement liée à sa valeur intrinsèque (somme des connaissances et savoir-faire acquis lors de ses études) mais le résultat d'un rapport de force sur la marché du travail. La déqualification des diplômes c'est donc à la fois le fait que le contenu disciplinaire soit sans cesse diminué et la dégradation d'un rapport de force sur le marché du travail, due à un affaiblissement des syndicats (ou à leur intégration au système) et aux politiques patronales visant à faire payer aux salarié-e-s les multiples crises traversées par le système capitaliste depuis les «trente glorieuses».

La logique de rapprochement de l'enseignement et du monde du travail à laquelle nous avons à faire face (professionnalisation, contrôle du patronat sur le contenu des formations, etc.) conduit à dispenser les entreprises de supporter le coût de la formation en le faisant reposer sur le service public d'éducation mais aussi et surtout à adapter les diplômes et les formations aux besoins des capitalistes. C'est le sens de la « *formation tout au long de la vie* » défendue par le gouvernement : au lieu d'une formation payée par les entreprises, il s'agit de faire supporter aux universités le coût des évolutions exigées par le patronat aux salarié-e-s durant leur carrière.

Masterisation, piège à c...!

La réforme dite de « masterisation » amène les concours d'enseignement au niveau du master 2 alors qu'ils sont actuellement à bac +4 (une licence et une année de préparation au concours). La conséquence sera une augmentation de la sélection avec de nombreux-euses étudiant-e-s qui n'auront

plus accès à ces concours parce qu'ils/elles n'ont pas les moyens de se payer 5 ans d'études (aujourd'hui seul 4% des étudiant-e-s ont accès à un master 2). La même année

les étudiant-e-s devront passer le concours et leur master 2, autant dire une charge de travail décuplée. Ce dispositif entraîne de fait la disparition du statut d'enseignant-stagiaire : un an de formation rémunérée pour les étudiant-e-s admis au concours. Dans la logique de suppressions de postes massives dans l'éducation, on peut penser que les postes ouverts aux concours vont continuer de diminuer et que l'éducation nationale embauchera, pour pallier au manque

de profs, des étudiant-e-s qui auront passé un master 2 enseignement mais qui n'auront pas été reçu-e-s au concours. Ainsi, ils/elles ne seront pas recruté-e-s comme fonctionnaires mais sous des contrats précaires. Cette réforme permet à terme de se débarrasser du statut de la fonction publique.

Outre les problèmes posés pour les étudiant-e-s qui se destinent à devenir enseignants, la réforme du recrutement et de la formation des enseignants est lourde de conséquences pour l'ensemble des étudiant-e-s en tant que futurs salarié-e-s. En effet, l'élévation du niveau requis pour passer les concours de l'enseignement à Bac +5 aura pour conséquence d'élever le niveau standard de qualification requis pour s'en sortir dans le monde du travail et prétendre à un salaire et des conditions de travail décentes sans pour autant qu'un plus grand nombre d'étudiants puisse accéder au Master 2.

Cette réforme est à analyser dans le cadre de l'ensemble des attaques. L'objectif est d'avoir deux



types de diplômes pour deux types de salarié-e-s : d'un côté, un très faible nombre de travailleur-euse-s très qualifié-e-s ayant pu obtenir un Master 2 voire plus et d'un autre côté une grande masse de travailleur-euse-s faiblement qualifié-e-s (désormais Bac +3), avec des diplômes ne donnant aucune garantie réelle dans le monde du travail et dont le contenu est extrêmement faible. Ce qui se construit à l'heure actuelle, c'est une université à deux vitesses, où une majorité des formations seront de plus en plus adaptées aux besoins du capital et déconnectées de la recherche, où les formations seront de moins en moins dispensées par des enseignants-chercheurs mais par des intervenants issus du secteur privé. Seule une minorité des établissements d'enseignement supérieur continuera à dispenser des formations de qualité liées à des laboratoires de recherche et des écoles doctorales.

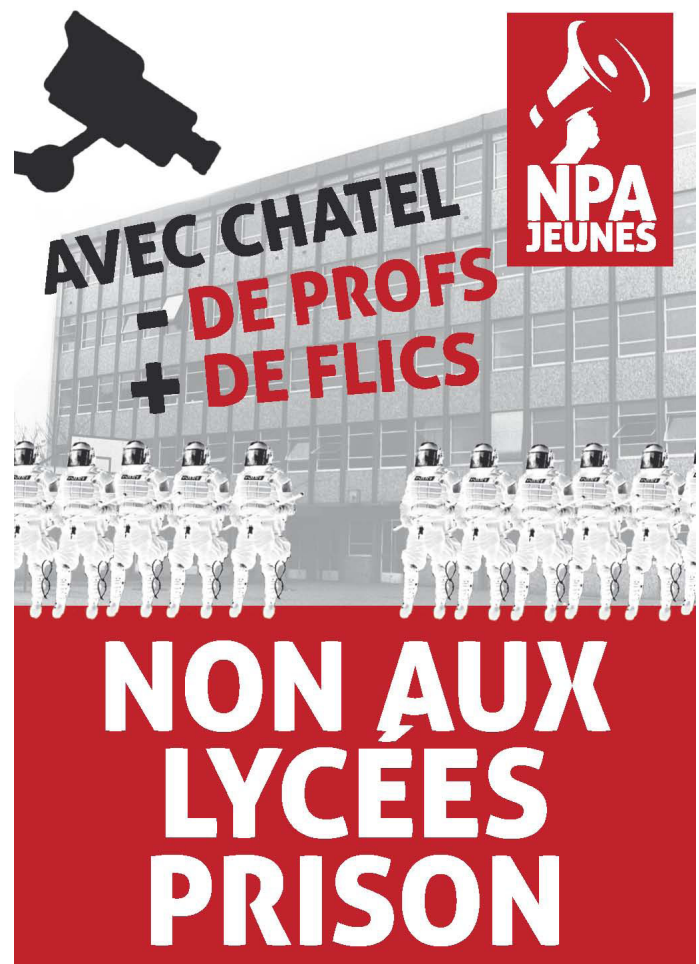
Nous faisons face à un projet global qui vise à soumettre l'enseignement et la recherche aux critères de rentabilité. La réforme de l'allocation des moyens aux universités va jusqu'à modifier l'attribution des faibles ressources publiques qui subsistent pour que celle-ci se fasse en fonction des résultats en matière d'insertion professionnelle. L'autre grand objectif est de précariser la main d'œuvre à l'entrée dans le monde du travail, en formant des futurs travailleur-euse-s déqualifié-e-s, c'est-à-dire moins cher-ère-s. La libéralisation de l'enseignement supérieur a le même objectif que le CPE : faire baisser le coût de la main d'œuvre à l'entrée dans le monde du travail. Ce projet global doit être combattu avec la même vigueur.

A l'opposé du projet de la classe dirigeante, l'université que nous voulons a donc deux rôles. Tout d'abord un rôle de transmission de la connaissance dans l'absolu : un/une étudiant-e, quel que soit son âge, est à l'université pour y acquérir les outils qui lui permettent de comprendre le monde dans lequel il vit et de participer aux décisions politiques de la société. Il faut donc des enseignements issus de l'envie et des besoins des enseignants et des étudiant-e-s. Il s'agit aussi d'acquérir des savoirs et savoir-faire pour effectuer une ou plusieurs tâches, pour un temps, dans la production. Il faut donc organiser des enseignements qui permettent de mettre l'ensemble des connaissances produites dans le passé au service de la société, en fonction des besoins sociaux. Cette seconde mission nécessite évidemment qu'une décision démocratique soit prise au niveau de la société dans son ensemble, pour

évaluer les besoins en médecins, d'enseignants, de techniciens, d'acteurs, de sociologues... L'université que nous voulons doit être au service du libre développement de chacun et de l'organisation d'une société pour tous. Seul le renversement du capitalisme et une transformation révolutionnaire de la société permettront le développement d'une telle université.

RÉPRESSION, POLITIQUES SÉCURITAIRES, ILS VEULENT NOUS METTRE AU PAS !

Pour faire passer toutes les attaques contre les jeunes et les travailleur-euse-s, la classe dirigeante déploie un arsenal répressif et sécuritaire visant à étouffer toute contestation et à mieux faire avaler la pilule des contre réformes libérales. Les discours alimentant la peur de la jeunesse sont un outil central de la classe dirigeante pour faire passer toute une série d'attaques ultra réactionnaires : lois « *anti-bandes* » et « *anti-cagoules* », dispositifs sécuritaires dans les lycées, répression des mouvements de jeunesse, couvre feu pour les mineurs de moins de 13 ans...



III – Un programme d'urgence pour les jeunes

RETRAITES, EMPLOI, SALAIRES

Le gouvernement fait de l'emploi des jeunes une de ses priorités, à l'heure où la crise s'installe dans la durée. A tous les contrats précaires, à tous les dispositifs spécifiques pour les jeunes qui ne sont que des sous-emplois, nous opposons une logique diamétralement opposée : pour que les jeunes aient tou-te-s un emploi, il faut que TOU-TE-S les travailleur-euse-s aient un véritable emploi stable avec un vrai salaire. C'est pour cela que **nous défendons dans la jeunesse l'interdiction de tous les contrats précaires, l'abrogation de l'apprentissage à 14 ans et le droit à une formation de qualité pour tou-te-s, l'interdiction des licenciements, la création d'un million d'emplois dans le service public** et toutes les mesures proposées dans le cadre du programme du NPA. Nous défendons un programme d'urgence qui, pour répondre aux besoins immédiats, met en question la propriété capitaliste des moyens de production, attaque le capital et ses profits pour augmenter les salaires, les pensions de retraite, les minima sociaux et pour satisfaire les besoins de la population. Ce programme insiste sur l'appropriation sociale du produit du travail par l'expropriation sans indemnisation des grands groupes capitalistes à commencer par ceux du CAC 40, des services et branches essentiels sous le contrôle des salarié-e-s et de la population. C'est pourquoi **nous défendons l'augmentation de tous les salaires de 300 euros et pas un salaire en dessous de 1500 euros nets.**

Les capitalistes s'apprêtent à mener une nouvelle attaque contre nos retraites. Réformer les retraites n'est pas une nécessité, c'est un choix. Certes, la population vieillit mais au travail, nous produisons plus de richesses. Il y a trente ans, les richesses créées (le PIB) étaient réparties à 60% pour les salaires et à 40% pour les profits. Depuis, la proportion s'est plus qu'inversée : 65% pour le capital, 35% pour le travail ! La faute aux exonérations de cotisations pour les patrons. Quand on les dispense de payer des « charges », on empiète sur nos salaires, car ce sont ces cotisations qui financent les retraites. Dans le cadre de la réforme des retraites, le calcul des droits à la retraite des apprenti-e-s passera sur une base de 151 heures de travail par mois contre 169 heures aujourd'hui. Cette diminution signifierait une perte de deux trimestres de cotisations pour 15%

des jeunes apprenti-e-s et une perte d'un trimestre pour encore 15%. Si l'on interdisait les licenciements, qu'on arrêtaient les suppressions de postes et si l'on embauchait massivement dans les services publics, c'en serait fini du chômage. Les salaires alimenteraient largement les caisses de retraites. Mais ce n'est pas le choix de la classe dirigeante et ce choix ne pourra être imposé que par nos luttes. **Nous devons nous battre pour des retraites à taux plein pour tou-te-s à 60 ans, pour 37,5 annuités de cotisations maximum et pour la prise en compte des années d'études, de formation et de chômage dans le calcul des annuités de cotisations.**

Nous exigeons :

- L'interdiction des licenciements et des contrats précaires, un CDI pour tous y compris les jeunes
- L'augmentation de tous les salaires de 300 euros, pas un salaire en dessous de 1500 euros nets par mois, y compris pour les stagiaires, SMIC à 1500 euros nets par mois
- L'interdiction du travail de nuit pour les mineur-e-s
- L'abrogation de l'apprentissage à 14 ans. Pour une formation de qualité pour tous
- Des retraites à taux plein pour tou-te-s à 60 ans ; 37,5 annuités de cotisations maximum ; la prise en compte des années d'études, de formation et de chômage dans le calcul des annuités de cotisations

LE DROIT À L'AUTONOMIE POUR TOU-TE-S LES JEUNES

Il y a une chose dont les jeunes ont spécifiquement besoin : d'une formation de qualité pour tou-te-s. Avant de nous envoyer en apprentissage ou en alternance, nous voulons une vraie formation à la fois suffisamment générale pour ne pas être enfermé-e-s dans un seul métier et en même temps réellement qualifiante, c'est-à-dire reconnue dans les conventions collectives. Pour avoir un réel droit à une telle formation pour tou-te-s, **un pré-salaire d'autonomie à hauteur du SMIC pour tou-te-s les jeunes de 16 à 25 ans et qui serait financé en prenant sur les profits des capitalistes est indispensable.**

La montée en force de la revendication des jeunes en faveur d'un droit aux ressources vient du rejet de la discrimination dont ils/elles sont l'objet dans l'emploi, avec des contrats courts et très mal payés

tandis que leur certification scolaire n'a jamais été aussi forte. Cette discrimination est organisée depuis près de 30 ans par la succession des « *mesures en faveur de l'emploi des jeunes* », qui ont cassé le salaire d'embauche et eu des effets désastreux sur la situation économique de la jeunesse et de l'ensemble des travailleur-euse-s. Il ne s'agit donc pas de revendiquer une nouvelle mesure spécifique pour les jeunes ! Les jeunes ont droit au statut commun, c'est-à-dire au statut de salarié-e : ils/elles ont droit au salaire. Tout comme le salaire, par la cotisation retraite, paye l'activité libre des pensionné-e-s après leur dernier emploi, il s'agit de payer le travail des jeunes avant leur premier emploi. Salaire avant le premier emploi, salaire après le dernier emploi : cela rejoint la revendication du maintien du salaire des chômeur-euse-s entre deux emplois.

Le droit à l'autonomie pour tou-te-s les jeunes ne se résume pas au pré-salaire d'autonomie. Pour que l'ensemble des jeunes puissent accéder à l'autonomie, il faut que chaque jeune puisse disposer d'un logement indépendant ce qui ne peut que passer par **la réquisition de tous les logements vides, la construction massive de logements sociaux et le plafonnement des loyers**. Pour être pleinement autonomes, les jeunes ont aussi besoin de pouvoir se déplacer librement ce qui passe notamment par **la gratuité des transports**.

Nous exigeons :

- **Un pré-salaire d'autonomie (financé par les patrons) à hauteur du SMIC pour tou-te-s les jeunes**
- **La réquisition de tous les logements vides, la construction massive de logements sociaux et le plafonnement des loyers**
- **La gratuité des transports**
- **Le droit de vote à 16 ans**

ÉDUCATION

Dans le système capitaliste, le système d'éducation et de formation sera toujours d'une manière ou d'une autre au service des entreprises et des capitalistes. Sans le renversement du capitalisme et une transformation révolutionnaire de la société, il ne pourra y avoir d'éducation au service de la majorité, au service des jeunes et des travailleur-euse-s et de l'émancipation collective. Pour autant, nous luttons contre l'ensemble des attaques contre nos diplômes

et pour améliorer l'éducation. La première des nécessités pour cela, c'est **l'Abrogation des réformes libérales de l'Éducation (Loi Fillon dans les lycées, réforme LMD, LRU, Pacte pour la recherche, Réforme dite des IUFM et de la Masterisation, Réforme de l'allocation des moyens...)**, un budget à la hauteur des besoins, l'embauche massive d'enseignant-e-s et de personnels.

Nous exigeons :

- **L'abrogation des réformes libérales de l'Éducation : Loi Fillon dans les lycées, réforme LMD, LRU, Pacte pour la recherche, Réforme dite des IUFM et de la Masterisation, Réforme de l'allocation des moyens... ; un budget à la hauteur des besoins, embauche massive d'enseignant-e-s et de personnels**
- **Un contrôle des jeunes sur leur formation et leurs conditions d'études**

CONTRE LE RACISME ET LA RÉPRESSION

Le racisme est le principal outil de division de la classe dirigeante à l'heure actuelle. Pour nous, le/la travailleur-euse sans-papier-ère malien-ne, le/la lycéen-ne professionnel et l'étudiant-e en fac malgré leurs différences d'origines nationales et/ou culturelles ont un ennemi commun : le patronat et ses serveurs.

L'offensive raciste du gouvernement est particulièrement importante dans la jeunesse. Son but étant de nous diviser, la classe dirigeante agite le chiffon rouge de l'invasion « métèque » : selon eux il y aurait des jeunes indésirables et sauvages qu'il faudrait encadrer et contrôler parce qu'ils/elles nuiraient à la majorité de la population. La classe dirigeante stigmatise les jeunes issu-e-s des anciennes colonies françaises parce qu'ils/elles représenteraient « l'ennemi intérieur ». Le gouvernement s'appuie sur un discours raciste pour légitimer une politique du tout sécuritaire : multiplication des effectifs de police dans les zones urbaines sensibles, lois « anti-bandes » et « anti-cagoules », couvre-feu pour les moins de 13 ans, contrôles au faciès, bavures,... Sarkozy va même plus loin en expulsant des jeunes sans-papier-ère-s sous prétexte de lutter contre une immigration subie !

En réalité, ces jeunes sont pour la plupart enfants ou petits-enfants de travailleur-euse-s immigré-e-s

que les patrons français ont fait venir pour effectuer les plus basses besognes pour reconstruire le pays et pour mettre la pression sur les salaires en faisant jouer la concurrence. Aujourd'hui, ces jeunes n'admettent plus d'occuper cette place de main-d'œuvre d'ajustement. Cela crée pour ces jeunes une instabilité sociale et économique qui favorise leur utilisation comme bouc émissaire. Les étrangères et l'insécurité ne sont pas le problème. Le problème est le racisme, l'encadrement et le manque d'avenir pour tous les jeunes, travailleur-euse-s de demain. C'est pourquoi nous combattons toute forme de racisme et de discrimination ainsi que toute forme de répression, flicage et politique d'encadrement de la jeunesse.

Nous refusons d'être fliqué-e-s, réprimé-e-s à tous les niveaux de notre vie : dans la rue, à l'école, dans la famille... Nous refusons toutes les mesures visant à mettre la société sous contrôle et à fliquer la jeunesse.

Nous exigeons :

- L'abrogation de toutes les lois sécuritaires
- La régularisation de tou-te-s les sans-papier-ère-s ; une carte d'étudiant = un titre de séjour ; non à l'expulsion des mineur-e-s ; liberté de circulation et d'installation ; suppression du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale
- La police hors des facs, des lycées et des quartiers ; la dissolution de la BAC et des polices municipales ; la suppression des contrats locaux de sécurité et le rétablissement des franchises universitaires ; l'amnistie de tou-te-s les inculpé-e-s des mouvements sociaux
- La légalisation du cannabis et la dépénalisation de toutes les drogues

SARKO, BESSON, MORANO...



NOTRE IDENTITÉ : INTERNATIONALE

SUPPRESSION DU MINISTÈRE DE LA HONTE

CONTRE TOUTES LES OPPRESSIONS ET POUR LE DROIT DE CHACUN-E À DISPOSER DE SON CORPS

En France, 80% des 3,4 millions de travailleur-euse-s pauvres sont des femmes, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint, 48000 sont violées chaque année, les femmes passent 5 heures par jour à réaliser des tâches domestiques contre à peine 2 heures pour les

hommes en moyenne...

Il n'y a pas de doute, le combat pour l'égalité entre les hommes et les femmes est d'actualité. Sarkozy et la classe dirigeante sont à l'offensive pour démanteler tous nos acquis à coup de contre réformes. Des attaques idéologiques réactionnaires cherchent à légitimer le retour des femmes au foyer. Ces attaques ont lieu aussi bien sur le terrain des droits sociaux que sur celui des valeurs morales. La lutte des femmes contre leur oppression est un aspect essentiel de la lutte contre la domination capitaliste. Nous combattons l'ensemble des oppressions spécifiques et nous luttons pour le droit de tou-te-s à disposer de son corps, de soi-même et de décider de sa sexualité.

L'Interruption Volontaire de Grossesse est un acquis essentiel du mouvement féministe. Le droit à disposer de son corps est une question politique aujourd'hui menacé par le désengagement de l'État dans les politiques de santé publique et par l'offensive idéologique de la droite. La casse du service public de santé réduit beaucoup l'accès des femmes à l'IVG. En Ile de France, entre 1999 et 2005, 50 centres IVG qui ont fermé, le délai moyen d'attente est de 3 semaines. L'IVG tend à devenir une pratique de classe accessible seulement à celles qui ont les moyens d'aller dans des structures privées.

Nous défendons le droit à l'IVG pour toutes les femmes et luttons pour obtenir de nouveaux droits en matière d'IVG et de contraception. Nous luttons pour la gratuité et l'accessibilité de tous les moyens de contraception.

L'identité des hommes et des femmes n'est pas une question biologique mais une construction sociale. Le système capitaliste a intégré les différents systèmes d'oppression qui l'ont précédé telles que le patriarcat. Le patriarcat est le système dans lequel dominant l'homme et les rapports hétérosexuels. Il s'agit d'une distribution des rôles aux hommes et aux femmes, afin de maintenir un ordre établi, qui ne chamboule pas le fonctionnement de la société. Sous prétexte de sexe biologique, les femmes doivent se tenir d'une certaine manière et les hommes d'une autre. L'ensemble des tâches à accomplir est défini et imposé. Pour que les rôles soient bien distribués, les normes doivent s'apprendre au début de la vie, et être retransmises, consciemment ou non, par la famille et à l'école. Il y a donc construction des genres, c'est-à-dire d'un comportement imposé aux individus selon leur sexe. L'hétérosexualité est la norme commune.

La société patriarcale a érigé en norme dominante l'hétérosexualité au mépris de toute autre forme de sexualité. Dès lors, celles et ceux qui ne rentrent pas dans le schéma hétérosexiste patriarcal subissent une oppression spécifique. Les violences, les stigmatisations, la honte, la peur et l'invisibilité

constituent le socle de l'oppression quotidienne de millions de gays et de lesbiennes.

Les lesbiennes sont victimes d'une double oppression : en tant que lesbiennes et en tant que femmes. Dès l'enfance, il y a une pression très forte sur la sexualité des jeunes filles : elles apprennent qu'une femme doit

forcément être accompagnée d'un homme ; elle est la fille de, la soeur de, la mère de, la femme de. Les lesbiennes n'ont aucune chance (et souvent aucune envie) de rentrer dans ce schéma. Cela implique comme pour les gays une exclusion de la société : dans la rue, cela va du regard désapprouvateur jusqu'aux coups voire au meurtre en passant par les insultes.

Les trans sont des individus dont les identités de genre diffèrent de leur sexe biologique. Ils/elles sont souvent attiré-e-s par des individus du même sexe, mais pas toujours. Ces personnes refusent l'identification à leur sexe d'origine voire à un genre particulier. C'est en cela qu'elles sont les plus opprimées des LGBT. Les trans ne sont pas ce que la société leur dit d'être : « tu as un pénis, tu dois être un homme, tu as un vagin, tu dois être une femme ». Ils/elles ne rentrent pas dans les catégories de sexes et de genres que la société patriarcale

veut leur assigner. En cela ils/elles sont considéré-e-s comme malades mentaux et victimes de violences de toutes sortes. De même, les intersexes, parce qu'ils/elles ne rentrent pas dans ces catégories, sont mutilé-e-s et marginalisé-e-s.

Nous défendons le droit de toute personne à développer complètement sa personnalité. Les personnes trans doivent avoir droit aux traitements médicaux qu'elles jugent appropriés, notamment les opérations ou traitements hormonaux. Elles doivent également avoir droit au remboursement de ceux-ci tout comme aux modifications de leur état civil sans qu'il y ait nécessairement opération et traitement médical. De même, nous défendons les droits des intersexes et leurs luttes contre toutes mutilations chirurgicales.



La disparition des normes de genre, et donc de l'oppression patriarcale, implique celle de la famille. Mais cela signifie la disparition des conditions matérielles qui la font exister et possibilité de la remplacer par de meilleurs cadres, où les tâches seront prises en charge collectivement. La lutte contre le patriarcat est donc indissociable de la lutte contre le capitalisme.

Nous exigeons :

- Le droit à disposer de son corps, de soi-même et de décider de sa sexualité
- L'avortement et la contraception libres, gratuits et accessibles
- Le droit à l'autonomie pour les jeunes LGBTI ; l'ouverture de foyers autogérés par les associations LGBTI pour les jeunes en rupture familiale

IV – Une nouvelle génération militante pour renverser le capitalisme

Depuis une dizaine d'années, on assiste à une vague de résistances sociales et de radicalisation. La jeunesse scolarisée ou travailleuse est aux avants postes de ces mobilisations. Cette remontée des luttes ne s'accompagne pas automatiquement de l'augmentation du niveau d'organisation des jeunes et des travailleur-euse-s. Il existe un décalage important entre le niveau des luttes et le faible niveau d'organisation.

LA JEUNESSE EST À LA POINTE DES MOBILISATIONS DE CES DERNIÈRES ANNÉES.

Les luttes et l'expérience de ces dernières années ont encore démontré que la jeunesse est la force qui peut mettre le feu à la plaine. Aujourd'hui encore, la jeunesse est la flamme de la révolution.

Depuis plus d'une dizaine d'années, on assiste à une vague de résistances, à une remontée des luttes dans lesquelles émerge une nouvelle génération militante. Cela se traduit par un début d'accumulation d'expériences : CIP, LMD, Fillon, CPE, LRU, nombreux Mouvements lycéens... Certaines de ces luttes ont été très massives. Des modes de mobilisation radicaux (Blocages...) et des formes d'auto organisation très importantes (Assemblées Générales et Coordinations) ont marqué la plupart des mouvements de la jeunesse. Ces mouvements ont démontré l'existence d'une conscience importante dans la jeunesse de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, de la nécessaire convergence avec l'ensemble des travailleur-euse-s. Tous ces éléments étaient particulièrement présents pendant le mouvement contre le CPE et renforcent le rôle stratégique de la jeunesse et le rôle important qu'elle pourrait jouer dans une révolution : *« imaginez un mouvement de la jeunesse qui ressemble à un mouvement contre le CPE qui se combine aux meilleurs aspects de la révolte des quartiers populaires. Un mouvement qui se confronte avec le pouvoir et qui soit massif et organisé de manière démocratique et efficace. »*



UNE ORIENTATION DE COMBAT

Notre objectif est de renverser le capitalisme par une transformation révolutionnaire de la société. Pour cela, nous cherchons à développer l'auto organisation du mouvement de masse, à développer des formes de contre pouvoir qui seront les bases de la réorganisation de la société où les jeunes et les travailleur-euse-s apprennent à prendre leur destin en main. Nous cherchons à construire des mouvements majoritaires qui seuls ont la possibilité de faire reculer le gouvernement. Dans chaque lutte nous poussons pour l'auto-organisation, la structuration à l'échelle locale et nationale, l'élargissement de la grève à d'autres secteurs. Nous cherchons à concurrencer l'orientation des bureaucraties syndicales et réformistes et nous

tentons de faire émerger des directions alternatives pour les luttes pour défendre une autre orientation, fixer des rythmes de mobilisation, impulser une structuration des mouvements... Nous cherchons à expliquer la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement par des mouvements de rue, par la grève générale.

libérale, pour que les équilibres écologiques soient préservés face à la logique productiviste. Nous défendons les droits des femmes, premières victimes de cette société, puisqu'elles subissent une double domination. Nous luttons contre le racisme et le fascisme, contre le sexisme, l'homophobie et toute vision normative de la sexualité. Nous

sommes internationalistes,

c'est-à-dire que nous luttons contre l'oppression des peuples et défendons leur droit à l'autodétermination comme une revendication démocratique élémentaire. Si nous voulons être de tous ces combats, c'est non seulement pour obtenir des avancées concrètes, mais aussi parce que chaque mobilisation est un élément dans la construction d'un rapport de forces plus large. Parce que dans une grève, une manifestation, les jeunes prennent conscience de leurs

propres forces, de leur capacité à décider par eux/elles-mêmes, parce qu'ils/elles se politisent davantage... C'est pour cela aussi que nous nous battons dans les mouvements pour préserver l'unité et faire avancer l'auto organisation, la démocratie face aux intérêts d'appareil. En tant que Secteur jeunes du NPA, nous ne nous contentons pas d'intervenir sur plusieurs terrains en même temps : notre objectif est d'unifier les luttes de la jeunesse, de les relier avec celles des salarié-e-s, un grand « *Tous ensemble* » dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société. A travers ces différentes luttes, il s'agit de rattacher tous les wagons de politisation de la jeunesse à la locomotive de notre projet politique : le renversement du système capitaliste et la transformation révolutionnaire de la société. Car derrière les injustices quotidiennes, à travers les méfaits de la mondialisation libérale, c'est tout un système qui est en cause. L'organisation du monde est essentiellement structurée par une division fondamentale, entre celles et ceux qui travaillent, qui produisent les richesses, et celles et ceux, une infime minorité, qui les possèdent, en jouissent au mépris de la grande majorité. La pauvreté, la misère et paradoxalement le chômage et la surproduction sont les conséquences de l'objectif de celles et ceux qui dominent le monde : la recherche du profit, sans ce soucier des besoins des populations et en



LES CAPITALISTES SONT ORGANISÉS... FACE À EUX, LUTTONS ET ORGANISONS NOUS POUR RENVERSER LE CAPITALISME !

Face à nous, les capitalistes sont particulièrement organisés : G8, G20, FMI, OMC, OCDE, Union européenne, Médef... De plus, ils ont à leur disposition toute une série d'outils pour véhiculer leur idéologie (école, médias...), pour nous encadrer et nous mettre au pas (armée, police...).

Les jeunes qui ont participé aux luttes de ces dernières années ne se sont pas forcément organisé-e-s dans la foulée. Pourtant, il y a urgence à construire un outil politique, un parti capable de développer des luttes, de les construire, d'y défendre une orientation qui permette de gagner, d'influencer la lutte des classes et le rapport de forces entre les classes.

Nous sommes partie prenante de tous les combats de la jeunesse contre les injustices que génère ce système, nous nous engageons aux côtés de toutes celles et ceux qui luttent pour améliorer leurs conditions d'études, de travail, de vie. Nous luttons pour renverser la logique de la mondialisation

menaçant de plus en plus de détruire la planète. C'est cette société qui divise les opprimé-e-s, par le sexisme, le racisme, l'oppression des jeunes, pour asseoir son ordre. Le monde ne pourra fonctionner au service des populations que quand la majorité, les opprimé-e-s de tous les pays, organiseront eux/elles-mêmes le monde, la production, le fonctionnement de la société. Pour nous, ce changement ne pourra pas venir de réformes dans le cadre du système dans lequel nous vivons aujourd'hui. Ce sont les fondements mêmes de ce système qu'il faut remettre en cause.

Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul. La profonde crise que traverse le système n'aura pas pour effet automatique de le détruire. Seules des mobilisations sociales d'ampleur pourront faire passer la situation d'une crise économique et sociale majeure à une crise politique et une crise révolutionnaire permettant de renverser le capitalisme et de construire une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression. Se regrouper, s'organiser est une nécessité pour chaque jeune qui veut efficacement lutter contre cette société.

Sources :

- **NPA : Textes du Congrès de fondation du NPA – Février 2009**
- **NPA Jeunes : Textes de la première Conférence nationale des jeunes du NPA – 17 et 18 octobre 2009**
- **INSEE, Institut national de la statistique et des études économiques : Portrait social de la France – 2009**
- **JADIN Noémie : Mouvements de jeunesse, quels apports pour la société ? – 2007**
- **FRIOT Bernard : Salaire étudiant : le Smic à 18 ans – Mai 2006**
- **BENSAID Daniel : Salariés, Jeunes, cause commune – Entretien Avril 2006**
- **SIMPLON Joséphine : Jeunes salariés, cobayes du capitalisme – Novembre 2005**
- **GALLAND Olivier : Sociologie de la jeunesse – 2001**
- **OFCE, Observatoire français des conjonctures économiques : L'allongement de la jeunesse en Europe – 2000**

- **BAUBY Pierre et GERBER Thierry : Singulière jeunesse plurielle – 1996**
- **CAVALLI Alessandro et GALLAND Olivier : L'allongement de la jeunesse – 1993**
- **CHAMBOREDON Jean-Claude : Classes scolaires, classes d'âge, classes sociales – 1991**
- **FIELD Michel et BROHM Jean Marie : Jeunesse et Révolution – 1975**
- **COPFERMANN Emile : Problèmes de la jeunesse – 1967**
- **COPFERMANN Emile : La génération des blousons noirs, problèmes de la jeunesse française – 1962**
- **CLAUSSE Arnould : Introduction à l'histoire de l'éducation – 1951**
- **REICH Wilhelm : La révolution sexuelle – 1936**
- **REICH Wilhelm : La lutte sexuelle des jeunes – 1932**
- **ENGELS Friedrich : L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat – 1884**

KUI SOMMES NOUS ?

Jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste, nous sommes lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, avec ou sans emploi. Nous construisons un nouveau parti pour résister à Sarkozy et au MEDEF, lutter contre ceux qui exploitent, précarisent, détruisent l'environnement. Un parti qui permette d'en finir avec le capitalisme, le racisme, le sexisme... Un parti qui défende un projet de transformation révolutionnaire de la société, pour une rupture radicale avec ce système dont nous n'avons rien à attendre.

La société capitaliste est à bout de souffle. Les gouvernements successifs remettent en cause l'ensemble de nos acquis sociaux et démocratiques. Le patronat licencie à tour de bras. Les services publics sont sacrifiés. Nos conditions de vie se dégradent. Face à ces attaques, la gauche institutionnelle ne résiste pas. Quand elle se trouve au pouvoir, elle mène des politiques qui tournent le dos aux aspirations populaires. Nous avons besoin d'une gauche de combat, fière de ses couleurs, qui n'a pas peur de s'affronter à une minorité d'actionnaires qui détient la majorité des richesses.

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et oppression, pour le socialisme du 21ème siècle, autogéré, démocratique. Cette société se construira par une transformation révolutionnaire, par une rupture avec un système dans lequel une minorité soumet la société à ses intérêts égoïstes.

Cette rupture naîtra des luttes de tous les exploités et de tous les opprimés, des salariés, des chômeurs, des jeunes, des femmes, des immigrés, des lesbiennes, gays, bi, trans et intersexes, des peuples opprimés... En bref, de celles et ceux qui n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes !

Pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur nos propres forces !

ACHETEZ LISEZ LA PRESSE DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

TOUS ENSEMBLE POUR LES DROITS DES LESBIENNES, GAYS, BIS TRANS ET INTERSEXES, MARCHÉ DES FIERTÉS SAMEDI 27 JUIN 14H, MONTPARNASSE (PARIS) ET SAMEDI 4 JUILLET, 16H30, VIEUX-PORT (MARSEILLE)

TOUT est à nous
NPA
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRANIE
SARKOZY À VERSAILLES AFFLIGEANT
Lundi 20 juin, Sarkozy a annoncé ses plans d'augmentation de la prime de l'impôt à l'impôt. Cette mesure, qui permettra d'augmenter le montant de l'impôt à l'impôt, est une véritable attaque contre les salariés et les retraités. Elle est une véritable attaque contre les salariés et les retraités. Elle est une véritable attaque contre les salariés et les retraités.



Vendredi 20 juin, dans le cadre de la journée internationale de solidarité, les lycéens, étudiants, salariés ont organisé un rassemblement devant l'Assemblée nationale pour exiger l'arrêt de la répression et la libération des lycéens, dans les lycées. DANS TOUTES LES VILLES, MULTIPLIONS LES INITIATIVES UNITAIRES

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !
#1 DÉCOUVRIR

C'EST ÇA NOTRE AVENIR ?



POUR NOTRE FUTUR, NE COMPTONS QUE SUR NOS LUTTES !

DANS CE NUMÉRO
UN MUR À ABATTRE : LE CAPITALISME ! Page 2
TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS EN GRÈVE Page 4
DOSSIER C'EST NOTRE AVENIR QUI EST EN CRISE ! Pages 5 à 7
RÉFORME DES LYCÉES Pages 10 et 11

NPA JEUNES



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE